

Panorama de la Guadeloupe

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km ²
Situation géographique	Arc Antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français et Créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer (DROM) et Région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	38
Représentation nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles en demi-cercle qui forment l'Arc Antillais, entre Porto Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des Européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.-C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens arawaks vers 700 av. J.-C. Entre le IX^e et le XIV^e siècle, les indiens Caraïbes ou Kalinas arrivent dans l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux grands arbres »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main-d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale. Après une première tentative sous la convention en 1794, il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit définitivement promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher. Les premiers travailleurs volontaires venus des Indes arrivent à Saint-François en 1853 afin de remplacer la main-d'œuvre manquante dans les plantations.

Depuis 1871, sans interruption, la Guadeloupe est représentée au parlement français. Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'outre-mer (DOM). Ce nouveau statut provoque de profonds bouleversements de la société guadeloupéenne. Il transforme sa structure économique, permet de développer ses infrastructures et modifie progressivement les conditions sociales des populations.

Le 7 décembre 2003, une consultation de l'ensemble du corps électoral est organisée pour se prononcer sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,5 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,4 %. La loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer, crée en accord avec le choix des populations concernées, les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (les « îles du Nord »), jusqu'alors communes de la Guadeloupe.

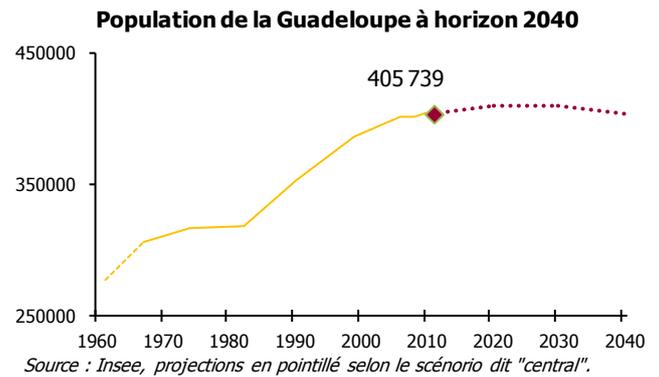
Organisation institutionnelle

Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Guadeloupe est un département et une région mais, à la différence de ses homologues de l'Hexagone, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Désormais, les DOM sont devenus des DROM (départements et régions d'outre-mer) régis par le principe de l'identité législative, conformément à l'article 73 de la Constitution. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités ». Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

UNE POPULATION EN VIEILLISSEMENT

Au 1^{er} janvier 2013, la population de la Guadeloupe (hors îles du Nord) est estimée à 405 739 habitants, soit 0,6 % de la population nationale. Sur la période 2006-2013, le taux de croissance annuel moyen de la population s'est sensiblement réduit par rapport à celui relevé entre 1990 et 1999 (1,0 % par an), pour s'établir à 0,2 %. Ce rythme est désormais inférieur à celui du territoire national (+0,5 %) et il est dû exclusivement à la contribution du solde naturel (+0,7 %), le solde migratoire étant déficitaire (-0,5 %). En 2040, la Guadeloupe aurait un nombre d'habitant estimé à 404 000, légèrement inférieur à la population actuelle.

Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire déficitaire. En 2040, la part des moins de 20 ans devrait être proche de 22 % et celle des plus de 60 ans devrait atteindre les 40 %. La Guadeloupe sera alors la troisième région la plus âgée de France, derrière la Corse et la Martinique.



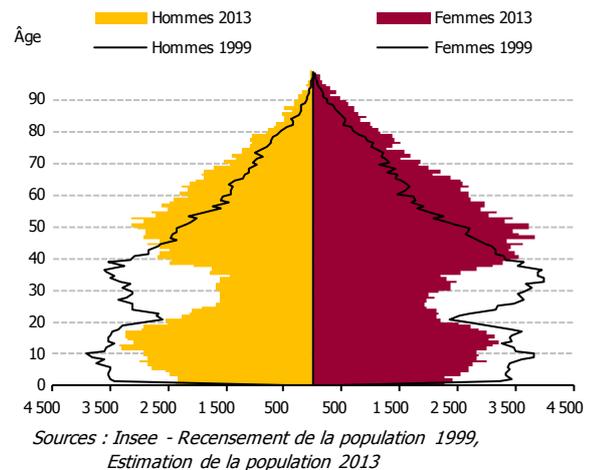
Indicateurs démographiques ⁽¹⁾	Guadeloupe	France
Population (en milliers, en millions pour la France, au 01/01/13)	406	65,8
Part des moins de 20 ans (en %, au 01/01/13)	27,9	24,4*
Part des 20 - 59 ans (en %, au 01/01/13)	50,8	51,5*
Part des 60 ans et plus (en %, au 01/01/13)	21,4	24,1*
Densité de population (hab/km ² , 2013)	249	117*
Croissance annuelle moyenne de la pop (en %, de 2003 à 2013)	0,3	0,6*
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2013)	12,9 ⁽²⁾	12,3
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2013)	7,1 ⁽²⁾	8,7
Taux de mortalité infantile 2010-2012	8,1	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2013)	2,18 ⁽²⁾	1,99
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2013)	83,5 ⁽²⁾	85,0
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2013)	77,0 ⁽²⁾	78,7

(1) résultats provisoires arrêtés à fin 2013, sauf mention contraire

(2) données 2012

* résultats pour la France métropolitaine

Source : Insee, statistiques de l'état civil et estimation de population ; ONU (WPP 2012) pour la densité de population de la France métropolitaine en 2013. Pour la Guadeloupe, la densité de population est obtenue en divisant la population au 01/01/13 par la superficie (égale à 1628 km²)



PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

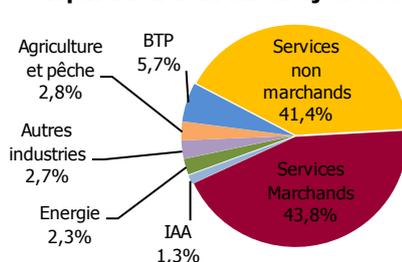
L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue entre 1993 et 2008 (+3,1 % par an en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités. En 2012, le PIB par habitant (19 810 €) reste inférieur de 36 % au PIB national. Sur longue période, le rattrapage est cependant marqué : en 1994, le PIB par habitant était inférieur de 63 % au niveau national. Après un repli de 4,8 % du PIB en volume en 2009 en lien avec la crise sociale, l'économie guadeloupéenne avait renoué avec la croissance en 2010 (+2,7 %). En 2012, l'activité économique de la Guadeloupe continue de progresser, bien que dans de moindres proportions : le PIB régional augmente de 0,6 % en volume sur l'année, contre +1,3 % en 2011. La consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance, reste bien orientée (+0,8 %). L'investissement, en progression en 2010 et 2011, est désormais à la baisse (-2,1 %), reflétant le manque de confiance des acteurs économiques. La zone industrielle et commerciale principale est située dans la zone de Pointe à Pitre. Véritable poumon économique de l'archipel, elle regroupe 68,4 % des emplois salariés en 2012.

Principaux indicateurs économiques	Guadeloupe	France ⁽¹⁾
PIB (milliards d'euros courants, 2012)	8,0 ⁽²⁾	2 032,3
Taux de croissance du PIB (en %, euros constants, 2012)	0,6 ⁽²⁾	0,0
PIB par habitant (euros courants 2012)	19 810 ⁽²⁾	31 076
Dette des collectivités ⁽³⁾ (% du PIB, 2012)	8,2	8,4 ⁽⁴⁾

(1) Chiffres de 2012 sauf mention contraire ; (2) Estimations Cerom, (3) Région, département et communes ; (4) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : Insee, Douanes, Cerom, DRFip

Répartition de la valeur ajoutée en 2009

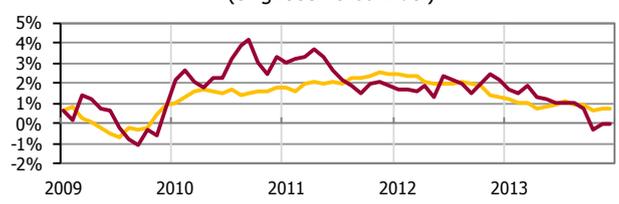


Source : Insee, Comptes définitifs

Décélération de l'inflation

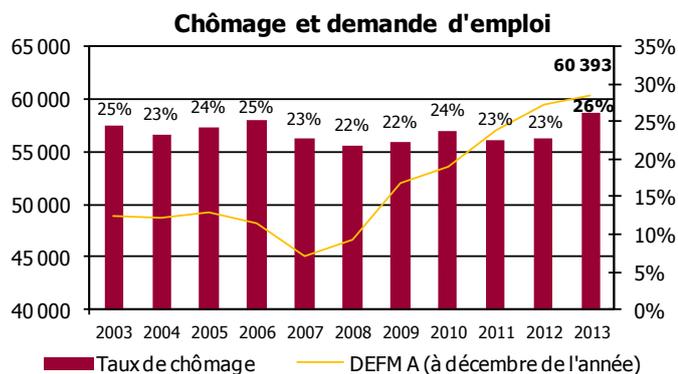
Entre 2009 et 2013, l'indice des prix à la consommation a progressé de 2,0 % en moyenne par an, soit un taux de croissance légèrement supérieur à celui observé au niveau national (+1,6 %). En 2013, l'inflation moyenne annuelle s'établit à +0,9 %. Elle est en forte décélération par rapport à 2012 (+1,9 %). Les prix de l'énergie sont les principaux contributeurs à la décélération de l'indice des prix. Ils diminuent de 3,4 % en glissement annuel. En particulier, les prix des produits pétroliers affichent une baisse de 6,1 % sur un an.

Evolution de l'indice des prix (en glissement annuel)



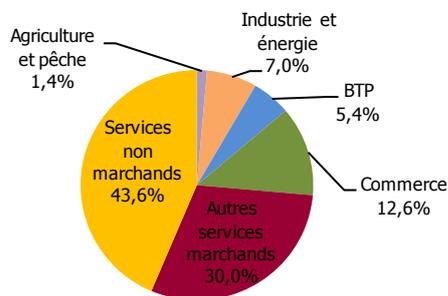
Le chômage stagne à un niveau élevé

Le marché du travail se caractérise par la prédominance du secteur tertiaire dans l'emploi salarié et par un taux de chômage (26,2 % en 2013) plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale (9,9 %). Après avoir diminué entre 2000 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) connaît une accélération (+34,1 % entre 2007 et 2013) pour atteindre fin 2013 son plus haut niveau de la décennie avec 60 393 inscrits, contre 45 040 en 2007.



Sources : DIECCTE (Pôle emploi) - DEFMA, données CVS

Répartition de l'emploi salarié en 2012

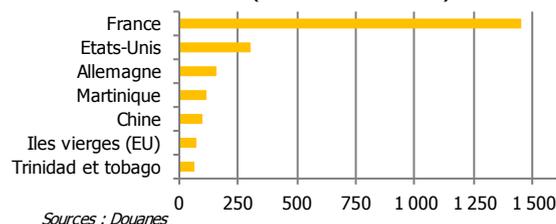


Source : Insee

Un déficit structurel des échanges commerciaux

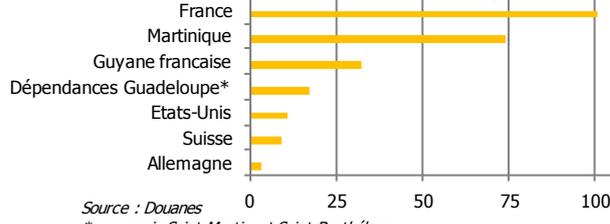
À l'image des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : le taux de couverture des échanges s'établit à 10,9 % en 2013 (contre 7,8 % en 2012). La France est le premier client et fournisseur de l'île. La Guadeloupe échange peu avec son environnement régional. Les exportations à destination de la Caraïbe (hors DFA) sont très faibles (2,7 millions €, soit 1,0 % des exportations totales). Les importations en provenance des états de la Caraïbe (hors DFA), d'un montant de 154 millions €, pèsent 5,6 % des importations totales et celles en provenance des DFA 2,4 %. Les échanges avec l'Amérique du Nord concernent essentiellement des produits pétroliers en provenance de Porto Rico et s'élèvent en 2013 à 256 millions €, soit 9,6 % des importations en Guadeloupe.

Les 7 premiers fournisseurs en 2013 (en millions d'euros)



Sources : Douanes

Les 7 premiers clients en 2013 (en millions d'euros)



Source : Douanes

* y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Importations en valeur (en millions d'euros)	2013*
Autres produits industriels	925,2
Équipements mécaniques et matériels électriques	513,8
Produits des industries agroalimentaires	412,4
Matériels de transport	237,3
Produits pétroliers raffinés	551,6
Produits agricoles et de la pêche	51,3
Autres produits	55,8
Total	2 747,4

*Données provisoires
Source : Douanes

Exportations en valeur (en millions d'euros)	2013*
Produits des industries agroalimentaires	61,7
Autres produits industriels	46,3
Produits agricoles et de la pêche	38,0
Équipements mécaniques et matériels électriques	25,8
Matériels de transport	29,8
Hydrocarbures naturels, électricité, déchets	13,7
Autres produits	49,2
Total	264,5

*Données provisoires
Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie guadeloupéenne s'est sensiblement modifiée depuis le début des années 1990 avec le développement accéléré d'un secteur privé très dynamique, majoritairement de services, supplantant les secteurs traditionnels de l'agriculture, du petit commerce et du bâtiment. En 2009, le tertiaire contribue à hauteur de 85,2 % à la production de richesse (dont 12,7 % pour le commerce), devant le bâtiment et les travaux publics (5,7 %), et l'agriculture et la pêche (2,8 %).

Principaux indicateurs sectoriels	2013	2013 ⁽¹⁾ /2003
Vente de ciment (en tonnes)	235 704	-1,2 %
Nombre de passagers à l'aéroport (en milliers)	1 964	1,7 %
Nombre de croisiéristes	158 354	2,0 %
Production de rhum (en hectolitre d'alcool pur)	73 938	3,0 %
Production commercialisée de bananes (en tonnes)	71 512	-2,0 %
Cannes broyées (en tonnes)	448 022	-2,4 %
Production de sucre (en tonnes)	45 366	-3,3 %

(1) Taux de croissance annuel moyen

Sources : Ciment Antillais, Aéroport Pôle Caraïbe, Guadeloupe Port Caraïbes, Douanes, DIECCTE, Centre technique de la Canne à sucre

Le BTP vit une sortie de crise difficile

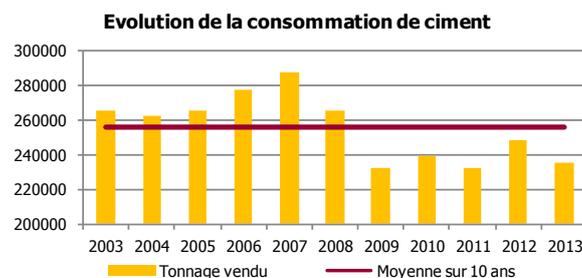
Le BTP a joué un rôle moteur dans la croissance de l'île : de 1994 à 2009, sa valeur ajoutée a crû en moyenne de 6 % par an. En 2009, il contribuait à 5,7 % de la création de richesse et représentait 5,9 % des effectifs salariés. Déjà en ralentissement en 2008, l'activité du BTP a fortement baissé en 2009, pénalisée par la crise sociale et le ralentissement de la commande publique. Depuis, le secteur vit une sortie de crise difficile.

L'année 2013 se solde par une baisse globale de l'activité, le manque de projets structurants se faisant toujours ressentir. La baisse des effectifs salariés se poursuit (-704 emplois) et les ventes de ciment sur le marché local reculent de 5,5%, se rapprochant des plus bas niveaux observés en 2011 et durant la crise sociale de 2009.

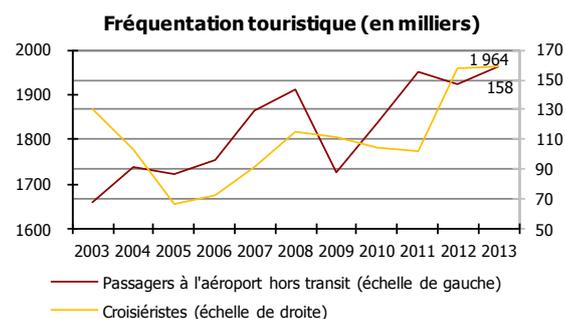
Un potentiel touristique à valoriser

Le tourisme génère d'importants effets directs et indirects sur l'ensemble des branches de l'économie locale (commerce, transport, services, construction...) en termes de valeur ajoutée et de création d'emploi. Au 1^{er} janvier 2013, le secteur de l'hébergement et de la restauration représente 8 % du tissu d'entreprises guadeloupéennes.

Après avoir fortement diminué entre 2003 et 2005, le nombre de croisiéristes connaît une accélération importante (+136,3 % entre 2005 et 2013), pour s'établir à 158 354 à fin décembre 2013. A l'aéroport Pôle Caraïbes, le nombre de passagers hors transit a fortement baissé en 2009 avant de repartir à la hausse (+13,6 % entre 2009 et 2013) pour s'établir à 1 963 609 à fin décembre 2013. Sur la période 2003 - 2013, le taux de croissance annuel moyen des croisiéristes est de +2,0 % et celui des passagers hors transit de +1,7 %.



Source : Ciments Antillais, yc Iles du Nord



Source : Guadeloupe port Caraïbes, Aéroport Guadeloupe Pôle

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2013, l'activité bancaire et financière de la Guadeloupe est portée par différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés, installés localement ou non. Il est relevé 21 établissements repartis en cinq catégories : 5 banques commerciales affiliées à l'Association française des banques (AFB), 6 banques mutualistes et coopératives, 7 sociétés financières, 2 institutions financières spécialisées et 1 institution spécifique.

Indicateurs monétaires et financiers	2000	2013
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 854	2 592
Nombre d'habitants par guichet automatique	2 070	1 044
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,2	2,9
Actifs financiers des agents économiques ¹ (mds €)	3,5	7,4
Encours sains des crédits des agents économiques ¹ (mds €)	4,7 ²	8,1
Taux de créances douteuses brutes des établissements locaux (%)	10,5 ²	6,8

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédits

² données de 2004

Source : Iedom

Ces établissements totalisent 174 agences bancaires et emploient 1 823 collaborateurs. Le taux d'équipement régional en guichets bancaires et distributeurs automatiques s'est sensiblement amélioré ces dernières années. On compte ainsi un DAB-GAB pour 1 044 habitants en Guadeloupe contre un DAB-GAB pour 1 085 habitants dans l'hexagone.

L'activité de crédit se maintient difficilement en 2013, à l'instar d'une reprise encore fragile de l'activité économique : l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 2,9 % sur un an. Cette évolution est proche de celle observée en 2012 (+3,1 %), mais nettement en deçà des taux de croissance relevés en 2011 (+7,1 %) et 2010 (+6,4 %). Les financements consentis aux entreprises progressent peu (+0,6 %), impactés par les difficultés rencontrées dans la plupart des secteurs. En parallèle, l'activité de crédit aux ménages enregistre une croissance moindre (+4,1 % contre +4,9 % en 2012). En revanche, la sinistralité de la place bancaire locale s'est améliorée tout au long de l'année 2013 : sur un an, les encours douteux bruts des établissements installés localement s'inscrivent en net repli (-10,6 %) pour s'établir à 492,3 millions d'euros. Le taux de créances douteuses diminue sensiblement, à 6,8 % (-0,9 point).

Indicateurs d'entreprises	2013	Indicateurs ménages	2013
Coût du crédit aux entreprises MLT (% , janv. 2013)	3,69	Créances douteuses nettes (millions d'euros à fin déc. 2013)	216
Actifs financiers ¹ (millions d'euros, à fin déc. 2013)	1 461	Actifs financiers ¹ (millions d'euros, à fin déc. 2013)	5 458
Concours bancaires ² (millions d'euros, à fin déc. 2013)	3 736	Concours bancaires ² (millions d'euros, à fin déc. 2013)	3 161
dont crédits d'exploitation (%)	8	dont crédits à la consommation (%)	31
dont crédits d'investissement (%)	36	dont crédits à l'habitat (%)	68
dont crédits immobiliers (%)	56	Nombre de dossiers de surendettement	287

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédits

² concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédits

² concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : Iedom

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2013 sauf mention contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables librement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE - Responsable de rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juillet 2014 – Dépôt légal : juillet 2014 – ISSN 1952-9619